

Le développement durable, par-delà mythe et panacée

KOUA Guei Simplicie

Maître-Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Département de Philosophie

simpkquei@yahoo.fr

Résumé : Le développement durable repose sur un idéal de croissance infinie sans incidences négatives sur la biocapacité naturelle. Cette croissance verte serait pour certains penseurs une invention fabuleuse qui ne tient pas compte de la réalité ; la croissance économique et la protection de l'environnement étant souvent considérées comme antinomiques. Cependant, d'aucuns considèrent le développement durable comme une solution qui vient remédier aux problèmes complexes auxquels la société mondiale se trouve confrontée. Dans cette perspective, il serait un idéal à atteindre, un cadre d'action commune indispensable, un principe universel qui mérite d'être institutionnalisé. Ces points de vue contradictoires suscitent l'intérêt de passer au crible de la raison ce concept devenu un enjeu de l'agenda international. Une approche analytique nous permet de parvenir à l'idée que la durabilité dont se gratifie le développement n'est ni une utopie irréalisable ni une solution miracle imposable, mais un mode de penser et d'agir que nous devons incorporer à nos conditions d'existence individuelle et collective, une attitude de responsabilité à l'égard de la vie présente et celle de demain. Elle invite à repenser la place que nous occupons dans l'univers si bien qu'elle devrait s'entendre comme une écoéthique.

Mots-clés : Croissance, développement durable, écoéthique, environnement, responsabilité

Sustainable Development, beyond myth and panacea

Abstract : Sustainable development rests on an ideal of infinite growth without negative impacts on natural biocapacity. For some thinkers, this green growth is a fantastical invention that ignores reality; economic growth and environmental protection are often considered contradictory. However, others view sustainable development as a solution to the complex problems facing global society. From this perspective, it is an ideal to strive for, an essential framework for collective action, a universal principle deserving of institutionalization. These contradictory viewpoints highlight the importance of rigorously examining this concept, which has become a key issue on the international agenda. An analytical approach leads us to the idea that the sustainability that development prides itself on is neither an unattainable utopia nor an imposed miracle solution, but rather a way of thinking and acting that we must integrate into our individual and collective lives—an attitude of responsibility toward life now and in the future. It invites us to rethink the place we occupy in the universe, so much so that it should be understood as an ecoethics.

Keywords: Growth, sustainable development, ecoethics, environment, responsibility

Introduction

Le développement durable est considéré par le Rapport Brundtland qui l'a popularisé, en 1987, comme une réponse efficace aux problèmes complexes et fondamentaux de notre époque : la crise écologique et l'accentuation des inégalités sociales dans un contexte de progrès économique et de développement industriel. Il se pose alors la nécessité d'une croissance économique à même de satisfaire les besoins incompressibles d'une population mondiale en croissance rapide, sans épuiser les ressources naturelles ni compromettre la viabilité de l'environnement et le bien-être des générations futures. En entreprenant ce rapport qui porte son nom, Gro Harlem Brundtland, Ministre d'État norvégienne, a pour ambition de maintenir l'espoir que « l'environnement ne serait pas condamné à demeurer une question accessoire dans les prises de décisions politiques au niveau central » et de relever « le défi que posait l'avenir et la sauvegarde des intérêts des générations futures » (CMED, 1987, p. 6). Cet idéal de parvenir à une prospérité partagée sans compromettre la qualité du cadre de vie et la survie des humains de demain a présidé à l'adoption du concept d'économie verte, lors du sommet Rio+20, pour que la croissance économique ne soit pas préjudiciable à l'équité sociale et à la qualité de l'environnement. Il a contribué également à la définition des dix-sept (17) objectifs de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2015. Cependant, ces efforts ne finissent pas de convaincre les auteurs comme Lucie Sauvé (2007) qui voit dans le développement durable un processus atrophiant l'humain et de la nature. Selon François Anctil et Liliana Diaz (2016, p. 39), en plus d'être imprégné d'anthropocentrisme et d'utilitarisme, le développement durable repose aussi sur la confiance en la science et en la technique. En plus de ces remarques, on note que la crise climatique et les sécheresses, les inondations, l'insécurité alimentaire qui en résultent, prennent des proportions inquiétantes, accentuant la vulnérabilité des populations déjà fragilisées et contraignant plusieurs à la migration de détresse (Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2024, p. 65). De surcroît, des populations entières continuent de vivre dans la pauvreté au point où, « d'autres encore n'ont ni les chances ni les ressources nécessaires pour prendre en main leur destin » (PNUD, 2019, p. 1). Il existe d'innombrables personnes qui sont sans ressources nécessaires pour assurer leur survie, sans eau, sans feu ni lieu.

Fort de ce constat, avons-nous vraiment amorcé, enfin, l'ère d'un développement durable ? Dans quelle perspective faut-il envisager la durabilité aujourd'hui ? Il est indéniable que le souci de développement a toujours animé les sociétés humaines au cours de l'histoire. Mais ce développement a-t-il la même teneur que celui que nous connaissons avec le concept de développement et son dérivé le développement durable ? La problématique que soulève notre sujet repose sur l'hypothèse selon laquelle le développement durable ne devrait être ni une utopie ni une solution miracle, mais une manière de vivre, c'est-à-dire d'habiter la terre, une attitude à l'égard du monde. Notre travail vise une remise en chantier du concept de développement durable afin de mettre en évidence notre vision de la durabilité ou du développement. Pour atteindre cet objectif, nous organisons notre analyse autour de trois axes. Le premier montre que, bien qu'il repose sur un projet ambitieux et favorise une prise de conscience des défis de notre monde, le développement durable réellement existant est l'objet de contradictions qui rendent problématique son destin. Le deuxième propose une vision de la durabilité ou du développement à même de favoriser des sociétés humainement viables dans le temps et dans l'espace. Le dernier discute les conditions d'implémentation de cette forme de durabilité, pour que plus jamais le "développement" ne transforme nos sociétés en un sanctuaire mortuaire.

1. Le développement durable entre éloge et censure

Le développement durable se veut une alternative au type de développement qui structure nos sociétés modernes. Il serait un projet porteur d'espérance pour une humanité confrontée à la démesure d'un développement mortifère. En effet, en élaborant leur rapport, Brundtland et son équipe sont convaincus que « beaucoup des tendances du développement tel qu'il est pratiqué aujourd'hui appauvrissent un nombre croissant de gens et les rendent vulnérables, tout en détériorant l'environnement » (CMED, 2022, p. 23). Autrement dit, le développement actuel est socialement inique et écologiquement nocif. Il entretient les inégalités entre les individus, les communautés ainsi que les États, aggrave la misère des plus démunis et entraîne la dégradation des écosystèmes et des ressources naturelles qui favorisent la vie. Le développement durable apparaît alors comme une solution à même de permettre que la croissance économique profite à la planète entière et à longue échéance. Il se veut économiquement supportable, socialement équitable et écologiquement responsable. Ainsi, Patrick Blandin note que le développement durable se fonde « sur une vision de l'espèce humaine et de son devenir. Il s'agit d'un projet pour l'humanité, habitante d'une unique planète » (P. Blandin, 2009, p. 12). Ce qui est en jeu dans cette forme de développement, c'est « le bien-être humain, bien-être de chacun au sein de sa communauté de vie, au sens non seulement social mais aussi écologique du terme » (P. Blandin, 2009, p. 12). L'épanouissement de l'humanité sur une planète épanouie, tel est le but ultime du développement durable. Il s'agit de garantir la sécurité des individus, de favoriser les conditions sociales, économiques et écologiques favorables à l'épanouissement des humains d'aujourd'hui et de demain. Blandin ajoute que le développement durable doit prendre en compte la diversité culturelle de l'humanité parce que non seulement les sociétés humaines vivent dans des conditions écologiques et socioéconomiques variées, mais aussi la diversité culturelle est une valeur fondamentale de notre espèce.

En somme, le développement durable apparaît comme le moyen de (re)concilier les activités humaines et le respect de la nature et de favoriser une société de prospérité partagée grâce à une croissance économique qui soulage la misère des plus pauvres. Toutefois, bien qu'il apparaisse comme un projet porteur d'exemplarité, d'autres y voient un concept sans signification, une entreprise toxique et illusoire. Ainsi, Serge Latouche déconstruit à la fois le concept et le projet qui le fonde. Conceptuellement, il considère que le développement durable est un oxymore, un paradoxe, une antinomie utilisée par les technocrates pour faire croire à l'impossible, à savoir la possibilité d'« une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. » (S. Latouche, 2003, p. 24). En effet, le développement inspire l'idée de dynamisme, de dépassement, de changement tandis que la notion de durabilité renvoie à la stabilité, à la permanence, à cette tendance à demeurer dans le même état. De plus, le développement réellement existant repose sur l'extension de l'économie capitaliste faite de prédation, de concurrence, d'accumulation privative de la richesse. On peut donc considérer, dans cette perspective que le développement durable, soutenable ou supportable est non seulement « un bricolage conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses », mais aussi « une monstruosité verbale du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression » (S. Latouche, 2003, p. 24). Pour ce penseur, le développement durable sert à maintenir la foi en la croissance dans les pays industrialisés tout en entretenant l'illusion d'être socialement et écologiquement soutenable.

Soumettant au crible de la raison le Rapport Brundtland qui a popularisé le concept de développement durable, Latouche y découvre une contradiction notoire, un projet inconsistent. Deux passages le réconfortent dans sa prise de position, comme il le rapporte :

On lit, en effet, à la page 10 du rapport : Pour que le développement durable puisse advenir dans le monde entier, les nantis doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète. Toutefois, neuf pages plus loin, il est écrit : Étant donné les taux de croissance démographique, la production manufacturière devra augmenter de cinq à dix fois uniquement pour que la consommation d'articles manufacturés dans les pays en développement puisse rattraper celle des pays développés (S. Latouche, 2003, pp. 25-26).

Ce que Latouche dénonce, c'est le projet économiciste qui sous-tend le développement durable. De son point de vue, le Rapport vise l'opulence économique de sorte à garantir la satisfaction des besoins de tous aujourd'hui et à l'avenir par la surexploitation et le pillage des ressources naturelles. Ainsi, le développement durable apparaît chez lui comme la pérennisation du développement à l'échelle planétaire, sans un souci véritable pour l'environnement. Ainsi, Latouche ne s'insurge pas contre la notion de durabilité ou de soutenabilité qui signifie que des activités humaines doivent tenir compte de la biocapacité naturelle de sorte à ne pas dépasser la capacité de régénération de la biosphère. Il critique le développement dont la signification historique et pratique liée au programme de la modernité, est foncièrement contraire à la durabilité ainsi conçue. La raison en est que le développement réellement existant est incorporé à la croissance économique qui, quant à elle, est écocide et socialement insupportable.

Au total, pour Latouche, le développement durable ne vise pas la protection de l'environnement encore moins la réintroduction du social dans les échanges économiques ; il cherche à faire perdurer le développement économique. Ce point de vue trouve un écho favorable chez Lucie Sauvé pour qui le développement durable repose uniquement ou prioritairement sur le développement économique, la croissance soutenue, sans aucun intérêt pour l'humain et la nature. En conséquence, avec le développement durable « l'environnement est restreint à un ensemble de ressources qu'il faut utiliser de façon "rationnelle" pour ne pas épuiser les "stocks" et "services", ce qui nuirait à la durabilité de l'activité économique » (L. Sauvé, 2007, p. 3). De fait, comme le dit Blandin, « le développement n'est possible que dans la mesure où il est soutenu dans la durée par le fonctionnement des systèmes écologiques, donc à condition que les capacités de ceux-ci à produire et à recycler ne soient pas dépassées » (P. Blandin, 2009, p. 11). Le développement, pour être durable ne doit pas surexploiter, détruire ou épuiser les capacités de ces systèmes écologiques. Or, Sauvé pense que cette tendance à considérer la nature comme une ressource ou un capital lui fait perdre « toute autre valeur que celle d'être utilisée, exploitée ». Autrement dit, la nature est considérée uniquement d'un point de vue instrumental, devenant une réalité exploitable à volonté. Elle perd toute valeur métaphysique ou symbolique au profit de sa valeur d'usage.

Enfin, cette instrumentalisation de la nature a pour conséquence la dévalorisation de la société, en ce sens qu'« en interaction avec un environnement ressource, la société est elle-même rétrécie à une fonction de production et de consommation ; elle devient un capital pour le développement (capital humain, capital social) » (L. Sauvé, 2007, p. 3). Sauvé parvient donc à l'idée selon laquelle, « atrophiante la nature (« stocks » de poissons ou de matière ligneuse par exemple), le concept de développement durable atrophie également la « nature humaine » (main d'œuvre et flux de consommation) » (L. Sauvé, 2007, p. 3). De surcroît, en intégrant la culture et la politique, le développement durable dépossède l'humanité de toutes ses sphères d'existence authentique.

En définitive, le développement durable semble extérieur à la société, c'est-à-dire qu'il est en inadéquation avec son essence. Plutôt que de conduire la société vers l'épanouissement, de

libérer les humains des forces aliénantes et dominantes, il soumet le monde aux rouages de la machine économique, réduisant tout ou presque tout en un capital au service du développement. Cependant, la critique de la vision économiciste et ressourciste du développement durable ne doit pas nous faire perdre de vue sa dimension techniciste et scientiste. Le développement durable, en effet, compte sur l'aide des solutions techniques pour surmonter la crise environnementale. Selon Romain Felli, « il est explicitement mentionné dans le rapport Brundtland que le développement durable est limité par l'état de la technologie, impliquant que des découvertes technologiques permettront une croissance plus grande et moins destructrice de la nature » (R. Felli, 2008, p. 48). Cette confiance en la science et la technique conduit le rapport à encourager le développement de la technique dans les pays en développement et une réorientation de celle-ci dans les pays industrialisés.

La Commission Brundtland plaide pour « adapter aux besoins des pays en développement les innovations récentes telles que les techniques des matériaux, les économies d'énergie, les techniques d'information ou la biotechnologie » (CMED, 1987, p. 124). On comprend le vœu d'apporter l'assistance technologique aux pays en développement par la recherche, la conception, le développement et la vulgarisation des technologies de pointe. Il s'agit de faire bénéficier à ces pays les avancées scientifiques et les progrès technologiques des pays dits développés.

En plus, le Rapport estime qu'« il faudrait, dans tous les pays, intégrer les facteurs écologiques dans la recherche de nouvelles techniques » (CMED, 2022, p. 124). Cette ambition traduit la capacité du progrès technique à améliorer l'efficacité environnementale des processus de production et de consommation. La transition vers les technologies propres, les énergies renouvelables ou l'économie circulaire est considérée comme une alternative pour réduire l'empreinte écologique des processus économiques tout en augmentant les niveaux de production et de consommation. L'inquiétude réside dans le fait que le Rapport n'engage pas une réflexion sur la technique et ses probables conséquences sur l'humain et son environnement, mais table sur « l'application de solutions techniques aux maux causés par la technique » (R. Felli, 2008, p. 49). Cette perspective qui considère qu'une connaissance rationnelle de la nature est possible, à travers laquelle nous pouvons trouver des solutions techniques à la problématique environnementale n'est pas totalement soutenable. Elle oublie que le progrès technique a des effets pernicieux sur la nature et considère qu'il y a des techniques bonnes pour l'environnement qu'il convient de privilégier et de développer au détriment des techniques mauvaises qui doivent être abandonnées.

Concrètement, le développement durable fait l'objet de nombreuses controverses. Pour ses laudateurs, le développement durable serait une condition d'effectivité des droits humains. Cependant, pour ses pourfendeurs, le culte de la technique semble omniprésent dans le processus de développement durable si bien que l'innovation technologique y est incontournable pour surmonter les défis écologiques, favoriser la prospérité économique, l'équité et la paix sociales. Reposant sur la croissance économique, réduisant la terre et le vivant en un capital, un tel développement est loin de satisfaire les nobles intentions d'équité intra et intergénérationnelle, de respect des écosystèmes naturels qui supportent et entretiennent la vie. Dans la mesure où le développement durable semble viser la pérennisation du développement mortifère, il est alors nécessaire de réinterroger la notion de durabilité de nos sociétés.

2. La durabilité : une culture de la responsabilité à l'égard de la vie

Évoquant la notion de soutenabilité, Jean-Marie Harribey situe son apparition dans le courant de la décennie 1980 pour tenter de répondre à la crise du développement économique caractérisée par des événements préjudiciables aux humains et à la nature. « Cette crise, nous dit-il, est celle d'un système contre nature et contre-culture définie comme la rupture entre un processus d'accumulation et l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature instrumentalisée » (J.-M. Harribey, 1999, p. 3). La soutenabilité apparaît comme le moyen de colmater cette rupture entre la dynamique économique et la préservation de l'environnement naturel, la promotion des intérêts des plus pauvres et du bien-être des générations futures.

Cependant, l'idée de durabilité ou de soutenabilité n'est pas nouvelle. La promotion d'une activité économique respectueuse de l'humain et des équilibres écosystémiques est déjà au cœur de la pensée de Karl Marx. Celui-ci énonce que « l'homme vit de la nature – ce qui signifie que la nature est son corps et qu'il doit maintenir des rapports constants avec elle pour ne pas mourir » (K. Marx, 1844, p. 62). Le destin des hommes se confond avec celui de la nature si bien que Marx plaide en faveur d'une économie écologiquement soutenable pour une humanité durable. Abordant la dimension sociale de la dynamique économique, Marx et Engels évoquent le naufrage des valeurs communautaires dans « les eaux glacées du calcul égoïste » (K. Marx et F. Engels, 1962, p. 22). Le développement économique capitaliste ne semble avoir également aucune vision futuriste du monde, ainsi que le dénonce Marx dans *Le capital* : « après moi le déluge ! telle est la devise de tout capitalisme et de toute nation capitaliste » (K. Marx, 1975, p. 264). Ceci pour dire que la logique de cette économie repose sur l'accumulation du profit sans tenir compte ni de l'équité sociale ni des conséquences à l'avenir. Ces critiques de Marx montrent combien de fois ce penseur se soucie de la viabilité écologique de l'économie et de la justice intra et intergénérationnelle.

De même que la soutenabilité, l'idée de développement n'est pas aussi nouvelle. En effet, selon Ignacy Sachs (1994, p. 54), « le développement est avant tout un processus de libération au sens presque littéral du terme. Étymologiquement, développer c'est enlever la balle de la graine, c'est supprimer les obstacles institutionnels, politiques et culturels à l'épanouissement de la personnalité de chacun et de tous ». Le développement est alors un état de bien-être favorisé par l'absence de contraintes extérieures. Sans vouloir parcourir la mosaïque des définitions proposées par des auteurs, on peut comprendre que le développement est assimilé au bonheur puisqu'il s'agit de soutenir le bien-être des populations, de favoriser les conditions de leur épanouissement.

Le développement ainsi entendu, est un idéal qui a animé toutes les sociétés au cours de l'histoire. Chez Aristote (1992, IV, §8), « le bonheur est la fin de tous les actes possibles à l'homme ». Ceci pour dire que l'achèvement de toutes les activités humaines, les efforts dans les arts, la culture et les sciences y compris dans les conduites personnelles des hommes, n'est que l'épanouissement de la personnalité humaine, la réalisation de son être. La naissance de la philosophie en Grèce avec Socrate s'inscrit dans cette perspective qui consiste à procurer à l'homme la pleine satisfaction, lui permettre d'atteindre l'excellence ou la perfection de son essence propre à travers l'exercice constant de la réflexion critique. Cette aspiration au bonheur trouve un écho favorable dans certaines traditions philosophiques telles que le stoïcisme et l'épicurisme. Selon le premier, le bonheur de l'homme réside dans l'accord que celui-ci établit

entre lui et l'ordre intelligent du monde universel. Pour le second, l'épanouissement de l'homme réside dans la satisfaction des besoins essentiels, c'est-à-dire qui correspondent aux conditions spécifiques de son essence. En d'autres termes, la réalisation du potentiel humain se trouve dans l'ataraxie, entendue comme l'absence de trouble, de douleur ou de toute réalité extérieure qui pourrait être source d'agitation ou d'instabilité physique.

Quel que soit le courant philosophique convoqué, le bonheur est loin d'être une réalité éphémère, partielle ou parcellaire. Il est dans son essence de satisfaire la nature humaine et de perdurer dans le temps, et donc d'être durable. D'ailleurs, Épicure nous met en garde contre les plaisirs éphémères, qui ne sont ni naturels ni nécessaires. Ainsi, la durabilité se révèle comme une manière de se conduire dans le monde, une éthique, puisqu'elle est relative à la conduite de la vie. Être durable, c'est adopter les comportements à même de rendre le monde humainement habitable ou viable. C'est justement de ce mode de vie que résulte le bonheur entendu comme le développement ou le progrès de l'individu, voire de la société. Sous cette lucarne, la notion de développement s'entend *a priori* comme une réalité durable et ne réside pas nécessairement dans l'abondance matérielle puisque le sage épicurien, c'est celui qui sait se contenter du peu et le sage stoïcien c'est celui qui veut ce que le monde veut. Ce type de développement a subsisté jusqu'à l'orée de notre siècle où les hommes vivaient sans presque rien, mais étant heureux. Cette société de prospérité et d'abondance frugale, nous la retrouvons dans les souvenirs d'enfance de Charles Péguy, né en 1873 :

Dans ce temps-là on ne gagnait pour ainsi dire rien. Les salaires étaient d'une bassesse dont on n'a pas idée. Et pourtant tout le monde bouffait. Il y avait dans les plus humbles maisons une sorte d'aisance dont on a perdu le souvenir. Au fond on ne comptait pas. Et on n'avait pas à compter. Et on pouvait élever des enfants. Et on en élevait. Il n'y avait pas cette espèce d'affreuse strangulation économique qui à présent d'année en année nous donne un tour de plus. On ne gagnait rien; on ne dépensait rien; et tout le monde vivait (C. Péguy, 2008, p. 29).

À cette époque, le destin des humains ne coïncidait pas nécessairement avec le destin économique, si bien qu'ils pouvaient se loger, se nourrir, faire des enfants et les élever sans tenir compte de leur patrimoine ou de leur revenu. Les individus n'étaient pas assimilés à de simples producteurs et consommateurs de biens ; ils ne s'évaluaient pas d'après leur valeur marchande et ne crouissaient pas sous le poids de la machine économique comme nous le vivons présentement. Le bonheur n'était pas évalué à l'aune du revenu économique ou de la possession matérielle. Les plus vulnérables avaient aussi le droit de vivre dignement, sans peur ni désespoir, et connaissaient " une sorte d'aisance ". La vie sociale était plus conviviale, les échanges économiques étant encastrés dans les rapports sociaux et non dans la logique marchande à court terme. Cette société ne fondait pas sa prospérité sur la surexploitation des ressources naturelles mais sur la productivité à long terme. Les individus ne travaillaient pas ni pour le salaire ni moyennant le salaire ni pour le patron ni pour le client, mais pour l'amour du travail bien fait, pour l'honneur, la dignité et l'avenir ; c'est l'exemple de

tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même (S. Latouche, 2003, p. 29).

Les humains agissaient par responsabilité, sans compter, c'est-à-dire sans penser à leur intérêt individuel ; ils étaient prévoyants et vivaient pour demain. À la différence de ce mode de vie qui

s'entend comme la quête d'accomplissement, le souci de dépassement, le besoin d'être meilleur, celui qui est en cours dans nos sociétés actuelles repose sur l'abondance matérielle, sur le niveau d'industrialisation des États, sur la croissance du Produit intérieur brut (PIB). En effet, la distinction que le président américain, Harry Truman, établit entre pays « développés » et pays « sous-développés » à l'occasion de son discours d'investiture prononcé le 20 janvier 1949, décrit l'état des pays industrialisés et ceux en marge du progrès scientifique et industriel. Il plaide en faveur d'un programme d'aide pour faire bénéficier des retombées de la recherche scientifique et du progrès industriel à ces populations déshéritées, confrontées à la famine, à des maladies de tout genre, vivant dans une économie primitive et stagnante. Dans la perspective de Truman le développement entendu comme la réalisation du potentiel humain réside dans une production économique abondante et une amélioration des connaissances et des techniques de production. Ce type de développement, qui fait de l'homme un simple producteur et consommateur, est la marque d'une époque et d'une société.

De fait, après la seconde guerre mondiale, Adorno et Horkheimer, sociologues allemands, exilés aux États-Unis, mènent une étude sociologique de cette société états-unienne et parviennent à la conclusion suivante :

ici aux États-Unis, il n'y a pas de différence entre l'homme et le destin économique. Tout homme n'est que ce que représente son patrimoine, ses revenus, sa situation, ses perspectives. Dans la conscience des hommes, le masque économique coïncide parfaitement avec le fond du caractère de l'individu qu'il dissimule. Chacun vaut ce qu'il gagne, chacun gagne ce qu'il vaut. Il apprendra ce qu'il est à travers les vicissitudes de son existence économique. Il ne se connaît pas autrement (T. Adorno et M. Horkheimer, 1974, p. 220).

La société états-unienne se caractérise par l'efficacité, le confort matériel, la réification de l'homme, la marchandisation de la pensée et de toutes les fonctions de la vie. Elle dépossède l'homme de son esprit critique pour l'assimiler aux objets, si bien que les gens se reconnaissent dans leurs marchandises et dans leur possession matérielle ; ils trouvent leur âme dans leur compte en banque. Ainsi, l'homme est soumis à de nouvelles formes de domination dont l'appareil économique est le moteur. Cette société technologique, globalisée, nous enserme aujourd'hui dans des misères les plus inimaginables, le manque de la liberté, les crises écologiques inédites compromettant la survie de l'humanité.

On le voit bien, les spectaculaires progrès technoscientifiques et les croissances économiques exponentielles qui en résultent n'ont pas pu endiguer l'accroissement de la pauvreté. Dans notre société immensément pourvue, « un grand nombre de personnes vivent sans perspective d'avenir meilleur. Elles sont sans espoir ni but ni dignité, spectatrices de l'ascension inexorable des autres vers une prospérité sans cesse grandissante » (PNUD, 2019, p. 1). Des écarts se creusent de plus en plus entre riches et pauvres, mettant à rude épreuve le privilège que devraient avoir les humains de vivre libres et dans la dignité, à l'abri de la pauvreté et du désespoir. Le développement se nourrit de la surexploitation des ressources précieuses de la nature, de la destruction des écosystèmes naturels, du sang et de la sueur des plus pauvres. Le développement et son dérivé, le développement durable, ont en commun la destruction du monde. Il est nécessaire de sauver la durabilité ou la soutenabilité de l'inextricable labyrinthe dans lequel le développement économique l'engage. Face à une société dont le développement repose sur un utilitarisme insondable, la cupidité sans mesure, l'avidité suicidaire, le pillage et le

gaspillage à outrance des ressources naturelles, avons-nous encore la possibilité de réinventer la soutenabilité ? Comment parvenir à des modes de vie soutenables aujourd'hui ?

3. Vers des perspectives de développement de la soutenabilité

La dynamique économique actuelle semble oublier ses finalités humaines. C'est pourquoi, nous envisageons penser les possibilités de soutenabilité de nos sociétés dans une perspective éthique ; car, comme le dit Hugues Puel (1989, p. 13), « si la science économique oublie qu'elle a des responsabilités dans la promotion d'un ordre économique humain, c'est à l'éthique de le lui rappeler ». Ce travail de l'éthique, nous le mènerons dans le cadre d'une écoéthique qui fait convoler l'écologique et l'économique pour le bonheur de l'humanité. Dans cette démarche, la pensée de Hans Jonas, philosophe allemand d'origine juive, peut nous servir de viatique. Pour ce penseur, les perspectives de soutenabilité résident dans notre attitude de responsabilité à l'égard du monde. La raison en est que l'homme est le seul être qui puisse avoir une responsabilité. De plus, c'est lui dont les actions affectent la planète. Le constat de ce natif de Mönchengladbach est que « la soumission de la nature destinée au bonheur humain a entraîné par la démesure de son succès, qui s'étend maintenant également à la nature de l'homme lui-même, le plus grand défi pour l'être humain que son faire ait jamais entraîné » (H. Jonas, 1992, p. 13). Les conséquences humanitaires et écologiques du progrès technoeconomique sont inédites. La pensée écologique de Jonas s'articule autour de l'idée que la domination de l'homme sur le monde doit s'imposer des limites au risque de compromettre l'avenir de la vie sur terre. Il propose alors une éthique de la responsabilité qui puisse être à la hauteur des nouvelles dimensions de l'agir humain.

L'éthique de la responsabilité est l'adoption par l'homme d'une nouvelle attitude envers le monde. Son impératif s'énonce de la façon suivante : « Agis de façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » (H. Jonas, 1992, p. 31). En effet, le productivisme, l'extactivisme et le consumérisme qui sous-tendent le développement actuel, ne peuvent que conduire le monde vers une catastrophe écologique certaine et hypothéquer les conditions de survie d'une humanité future. Jonas recommande de repenser notre style de vie consumériste et d'étendre notre responsabilité à l'environnement et aux générations futures. Cette orientation que Jonas donne au développement est partagée par Michel Beaud qui estime que « dans une approche humaniste, le seul développement soutenable qui vaille doit être conçu dans un esprit de responsabilité, tant par rapport aux grands problèmes sociaux de notre temps, que par rapport au devenir de nos sociétés » (M. Beaud, 1994, p. 143). Somme toute, le développement à mettre en œuvre dans nos sociétés actuelles doit s'enraciner dans des modes de vie responsables. La responsabilité devient alors la condition de survie de l'humanité.

Ce qui est en jeu, c'est la (re)conciliation de l'activité humaine avec le respect de l'humain et la dynamique des écosystèmes. Pour mettre en place des plans de reconversion de la société actuelle sur des bases plus soutenables ou physiquement viables, Naredo propose qu'« il faudrait commencer par casser la logique du gaspillage, qui sous-tend la production de valeur, pour juger les conséquences physiques des activités qui y contribuent » (J. M. Naredo, 2008, p. 111). S'inscrivant dans la perspective des physiocrates, il encourage la production des richesses renouvelables tout en garantissant les biens de base ou les stocks de richesses déjà existants. De son point de vue, « il ne s'agit pas d'"inventer la poudre" de la soutenabilité, mais de faire un retour critique sur le chemin parcouru, en reconnectant le physique au monétaire et l'économie aux sciences de la nature » (J. M. Naredo, 2008, p. 112). En effet, la croissance ou le développement économique et l'idée de soutenabilité ne sont pas conciliable par nature, chacun

des deux concepts se référant à des niveaux d'abstraction et à des systèmes basés sur des raisonnements différents. La croissance est monétaire et s'évalue en fonction de l'augmentation de la production nationale. Ainsi, l'idée de croissance fait abstraction de la nature physique et donc n'est pas en mesure de fournir des informations et des critères à même d'en évaluer la durabilité qui repose sur des processus physiques singuliers et hétérogènes. Pour concilier développement et soutenabilité, « il faudrait rompre l'homogénéité du gaspillage de la production de valeurs pécuniaires pour analyser la réalité physique sous-jacente » (J. M. Naredo, 2008, p. 112). Au-delà de la valeur monétaire, l'économie doit prendre en compte la nature physique qu'elle transforme.

Au regard de ce qui précède, il ressort que c'est notre rapport au monde qui est en crise. Il s'impose alors la nécessité de la redéfinition de notre manière d'exister dans le monde, de notre mode de penser et d'agir. Ainsi, Christian Arnsperger s'en prend à notre existence capitaliste et propose une représentation de soi dans la société capitaliste actuelle. Il pense qu'il faut réinventer notre existence économique. Il faut remettre en cause la rationalité économique reposant sur la maximisation de l'intérêt individuel, la dépendance à l'égard des objets, la sollicitude à l'égard d'autrui. Face à une économie qui cherche la satisfaction des désirs des consommateurs, il faut opposer une économie capable de favoriser le renoncement aux désirs inimaginables. La raison d'une telle démarche est que « la santé fondamentale de l'homme réside non pas dans la capacité à se combler, mais au contraire dans la capacité à renoncer à la plénitude imaginaire » (C. Arnsperger, 2010, p. 174). Cette attitude s'impose parce que l'homme, dans la société capitaliste moderne, est « un sujet humain non pas en danger de manque (...), mais au contraire un sujet humain en danger de plénitude » (C. Arnsperger, 2010, p. 175). Nous vivons dans une société immensément pourvue, où le métier le plus noble semble être l'accaparement de la richesse. Cette course à l'abondance matérielle est le foyer d'où dérivent les maux qui menacent l'avenir de l'espèce humaine. Nous devons désormais adopter un mode de vie responsable où l'économie est au service de l'humain et non l'humain au service de l'appareil économique.

Conclusion

En définitive, notre analyse nous a permis de comprendre que le développement de la société renvoie à son épanouissement qui n'est possible que grâce à la capacité de ses membres à adopter des comportements soutenables, à mieux habiter le monde. La durabilité ou la soutenabilité est donc une éthique, une manière de penser et d'agir, un acte et une attitude de responsabilité à l'égard de la vie. Évoquer l'idée d'un développement durable, c'est chercher une alternative au "développement" mortifère qui structure nos sociétés. Malheureusement, le développement durable réellement existant, plutôt que de se fonder sur la durabilité ainsi définie, vise l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels dans le but de faire perdurer la croissance économique. Face à ce développement économique, il nous a paru nécessaire de remettre en chantier les notions de développement et de durabilité, afin de rappeler que le développement est par définition durable si bien la notion de développement durable ou soutenable est un pléonasme. En d'autres termes, penser le développement, la croissance ou le progrès, c'est chercher comment faire pour mener une vie conforme à son essence ; c'est chercher à savoir comment dans l'agir et dans l'existence, l'individu peut accéder à son épanouissement et à la félicité. Le développement est donc soutenable ou durable par essence et entend favoriser l'épanouissement de la personne, la réalisation de sa nature.

Ainsi, on peut dire avec Ignacy Sachs que « le moment est venu, peut-être, de proposer une révolution sémantique et de revenir au terme "développement" sans aucune qualification, à condition bien entendu de le redéfinir en tant que concept pluridimensionnel » (I. Sachs, 1994, p. 53). Les notions de développement social, humain, culturel ou durable/soutenable constituent une approche étreiquée du développement consistant à l'émietter, à le réduire à une dimension unique. Le développement est par nature holiste, il doit s'appréhender dans une perspective multidimensionnelle ou globale. Le développement ainsi conçu ne peut pas faire abstraction de l'environnement puisque celui-ci fait partie intégrante des actions, des ambitions, de la conscience et des besoins de la personne humaine. Pour parvenir à ce développement, l'activité humaine doit servir les valeurs humaines et l'humain à son tour doit reconquérir l'unité perdue entre lui et le reste du monde. Ainsi, le développement durable, qui est dans l'air du temps, doit s'entendre comme une manière d'habiter harmonieusement le monde, de satisfaire en nous le proprement humain dans une perspective d'équité intra et intergénérationnelle. L'éthique qui sous-tend ce développement est celle du renoncement, de la modération, de la modestie et de la responsabilité à l'égard de la nature physique et de l'humanité future.

Références bibliographiques

- ADORNO Theodor et HORKHEIMER Max, 1974, *La dialectique de la raison*, Paris, Gallimard.
- ANCTIL François et DIAZ Liliana, 2016, *Développement durable. Enjeux et trajectoires*, 2^e édition, Presses de l'Université Laval, 2016.
- ARISTOTE, 1992, *Éthique à Nicomaque*, traduction de Barthélemy Saint-Hilaire, revue par Alfredo Gomez-Muller, Paris, Librairie Générale Française.
- ARNSPERGER Christian, 2010, *Critique de l'existence capitaliste. Pour une éthique existentielle de l'économie*, Paris, Cerf.
- BEAUD Michel, 1994, « Face à la croissance mortifère, quel développement durable ? » in Jean Masini (dir.), *Après le Sommet de la Terre : Débats sur le développement durable*, Tiers-Monde, tome 35, n°137, pp. 131-149.
- BLANDIN Patrick (coord.), 2009, *Former des acteurs du développement durable*, Paris, UNESCO.
- CMED, Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, in https://fr.wikisource.org/wiki/Notre_avenir_à_tous_-_Rapport_Brundtland, (21. 2. 2026)
- FELLI Romain, 2008, *Les deux âmes de l'écologie. Une critique du développement durable*, Paris, L'Harmattan.
- HARRIBEY Jean-Marie, 1999, *La soutenabilité : une question de valeur(s)*, Centre d'économie du développement (CED), n° 34.
- JONAS Hans, 1992, *Le principe de responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, tradi. Jean Greisch, Paris, Cerf.
- LATOUCHE Serge, 2003, « L'imposture du développement durable ou les habits neufs du développement » in *Mondes en développement*, Vol. 31-2003/1, n°121, De Boeck Supérieur, p. 23-30.

MARX Karl, 1975, *Le Capital*, Livre premier, Tome I, Paris, Éditions Sociales.

MARX Karl, 1844, *Économie et philosophie, Manuscrits parisiens*, in *œuvres*, vol. II, Paris, Gallimard, La Pléiade.

MARX Karl et ENGELS Friedrich, 1962, *Le manifeste du parti communiste*, Paris, Union Générale d'Éditions.

NAREDO José Manuel, 2008, « sur l'origine, l'usage et le contenu du terme "soutenable" » in *Contretemps*, n°21, Paris, Textuel, pp. 106-119.

Organisation mondiale pour les migrations (OIM), 2024, *État de la migration dans le monde 2024*, OIM.

PÉGUY Charles, 1913, 2008, *L'argent*, Paris, Éditions des Équateurs.

PUEL Hugues, 1989, *L'économie au défi de l'éthique*, Paris, Cujas/Cerf.

SACHS Ignacy, 1994, « Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le sommet de la terre » in Jean Masini (dir.), *Après le Sommet de la Terre : Débats sur le développement durable*, Tiers-Monde, tome 35, n°137, pp. 53-60.

SAUVE Lucie, 2007, « L'équivoque du développement durable » in https://chantiersocialdemocratie.org/IMG/pdf/Chemin_de_traverse.pdf, (22. 1. 2026)

Processus d'évaluation de cet article:

- **Date de soumission: 19 mars 2026**
- ✓ **Date d'acceptation: 17 avril 2026**
- ✓ **Date de validation: 21 mai 2026**